



## LE 14/10/2021 : LES REPRESENTANTS FO PREFECTURES ET DES SERVICES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR SONT INTERVENUS AU CHSCT SPECIAL DES PREFECTURES

Dans notre déclaration liminaire nous avons souhaité réagir à la lettre envoyée cette semaine aux agents des préfectures par le Ministre de l'Intérieur **CAR NON ! Les agents n'ont pas besoin de simples « Merci »**, car ce n'est pas la gestion du COVID et la crise sanitaire qui « fatiguent » aujourd'hui les agents des préfectures, des SGCD et des SGAMI. **Les agents sont fatigués d'être les bœufs émissaires, les sacrifiés depuis des décennies de politiques publiques réduisant ou méprisant leurs tâches, leurs rôles et leurs missions jusqu'à parfois ne parler d'eux qu'en simple ETP, en plan de charge et en variables comptables d'ajustement...**

Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail  
Spécial des Préfectures du 14 octobre 2021  
Déclaration préliminaire de FO Préfectures et des services du MI

Madame la présidente,  
Mesdames, Messieurs les membres du CHSCT SP  
Chers collègues,

Avant de rentrer dans le vif du sujet, **FO Préfectures et SMI** apprend hier que le ministère a communiqué les résultats du baromètre social aux préfets avant toute discussion en instances nationales et sans respecter ses engagements d'organisation de la communication aux personnels après validation du groupe de travail ad hoc et du CHSCT SP. C'est un total irrespect et manque de parole qui confirme le défaut de considération des fonctions des membres du CHSCT par le ministère. Hier soir, certains préfets irresponsables ont déjà communiqué ces résultats malgré vos consignes de délai de diffusion au 19 octobre 2021.

**FO** demande le gel immédiat de la diffusion des résultats du baromètre social par les préfets et la réunion très rapide du groupe de travail relative au baromètre social pour définir le mode et le contenu de la communication. Ce qui avait été convenu et acté par le ministère.

**FO** demande les résultats du baromètre social département par département, seuls résultats qui doivent être communiqués à chaque département.

Enfin, **FO** demande qu'avant toute communication locale, les CHSCT locaux se réunissent pour partager ces informations et les intégrer dans leur politique locale de prévention des RPS.

Pour en revenir au CHSCT SP d'aujourd'hui, en notre qualité de représentants **FO** siégeant dans cette instance nationale, nous souhaitons réagir à la lettre envoyée cette semaine aux agents des préfectures par le Ministre de l'Intérieur.

Non ! Les agents n'ont pas besoin de simples « Merci », car ce n'est pas la gestion du COVID et la crise sanitaire qui « fatiguent » aujourd'hui les agents des préfectures, des SGCD et des SGAMI.

**Les agents sont fatigués** d'être les bœufs émissaires, les sacrifiés depuis des décennies de politiques publiques réduisant ou méprisant leurs tâches, leurs rôles et leurs missions jusqu'à parfois ne parler d'eux qu'en simple ETP, en plan de charge et en variables comptables d'ajustement...

**Les agents sont fatigués** de ces discours polémique et médiatiquement méprisants...

**Les agents sont fatigués**, car pendant cette crise, vous avez voulu maintenir à tout prix le calendrier des réformes en décalage total avec à la fois le contexte sanitaire, mais aussi sa faisabilité sur le terrain. Nous avons une pensée toute particulière aux agents des SGCD qui ont été les premiers à subir de plein fouet les conséquences humaines sur leur santé de cette impréparation et de l'aveuglement de nos dirigeants. Nous pensons également à tous les autres services, tous aussi impactés directement ou indirectement par de conditions de travail de plus en plus dégradées...

**Les agents sont fatigués** parce qu'ils sont las d'avoir le sentiment de ne plus servir l'intérêt commun, ni servir uniquement des intérêts individuels d'une petite minorité carriériste et élitiste qui les utilise à pressuriser et les méprise dans ce seul objectif : se faire bien voir.

**Les agents sont fatigués** de devoir prendre des médicaments pour tenir et absorber une quantité de tra toujours plus importante en réduisant les moyens, sans se soucier des conséquences humaines et dans un contexte de désorganisation totale où plus personne ne sait qui fait quoi.

- 2 -  
**Les agents sont fatigués** d'être toujours à sans jamais failir, mais sans jamais obtenir de nos politiques la moindre reconnaissance en terme de rémunération avec un pouvoir d'achat qui ne cesse de baisser depuis des années.  
**Les agents sont fatigués** d'espérer une stabilité de leurs conditions de travail, de leurs organisations de travail et de leur avenir pour pouvoir s'épanouir, se projeter et s'investir...  
**Les agents sont fatigués** par toutes ces réorganisations non anticipées, non pensées collectivement mais uniquement problématiquement le matin en se regardant dans une glace en se rasant ou se maquillant... Par ces réformes génératrices de tant de souffrance, bon nombre d'agents pleurent sur leur poste de travail...  
**Les agents veulent maintenant que ça s'arrête !**  
**Car la structure est arrivée à un tel seuil de difficultés en préfecture, en SGCD, en SGAMI, voire même en Centre, que nous craignons une vague de burn out dans les prochains mois en espérant de pas aller au-delà.**

**Cela, Madame la présidente, nous ne l'accepterons jamais !**  
vous éviter d'en surestimer les résultats. Au-travers des retours faits de nos déplacements dans les pas du à la crise sanitaire, mais c'est si les agents n'ont pas répondu au baromètre social, ce n'est pas le bol face à l'absence continue de prise en compte des difficultés depuis des années... Car oui, Madame la présidente, les collègues n'y croient plus.  
Même nous, nous ne pouvions présenter une telle situation avec ce degré de désengagement phénoménal.

**Nous et tous les agents que nous représentons attendons maintenant des actes forts et rapides, car il y a URGENCE !**

Dans un contexte où notre ministère obtient un budget augmenté pour 2022, **FO** considère que des moyens matériels et humains doivent aussi être rapidement débloqués pour les agents, afin que le périmètre ATE ne saurait se satisfaire de l'absence du ministre exprimant par là-même la fabrique volontaire de maltraitance envers tous les agents des préfectures, des sous-préfectures et des SGCD.

**FO** demande que cette déclaration préalable soit annexée au procès-verbal du CHSCT-SP.



**Notre syndicat a fait rajouter 11 points de questions diverses à l'ordre du jour pour pouvoir évoquer les conditions de travail dans le contexte actuel, où il est plus que nécessaire de renforcer les réseaux pour accompagner nos collègues, en commençant par la médecine du travail très impactée en cette période de crise. CAR même si elle assure les missions particulières, notamment les vaccinations, qui se sont avérées chronophages, ou les visites post-covid, il faut pouvoir mener une activité normale et donner les moyens d'assurer le suivi médical des agents.**

**BAROMETRE SOCIAL** Nous avons relevé la faible participation au baromètre social soit 31%, dont les résultats nous ont été présentés lors de ce CHSCT : Cela doit inquiéter et si 69% d'agents n'y ont pas répondu, ce n'est pas dû à la crise sanitaire, mais c'est la volonté de montrer une expression forte de lassitude et du ras le bol face à l'absence continue de prise en compte des difficultés. Et ce sont donc les conditions de travail avec une forte charge mentale liée à la surcharge de travail, à l'importance des heures supplémentaires et heures écartées que nous avons dénoncées, tout comme la nécessité de déconnexion, qui n'est plus respectée, nos collègues continuant de travailler hors des heures de travail pour pallier aux urgences, et aux objectifs non cohérents avec le nombre d'heures de travail dont ils disposent dans une journée !!

**Compte tenu de l'importance de l'ordre du jour, amenant des échanges longs et fournis, la réunion a été interrompue par l'administration, et un nouveau rendez-vous est prévu, avant la fin de l'année: on compte obtenir des réponses concernant les réseaux, les SGCD, mais aussi sur le suivi et la déclinaison dans les services du MI d'actions après analyse des réponses du baromètre social !**